



UNIVERSITÄTS-  
BIBLIOTHEK  
HEIDELBERG

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 12 (1984)

DOI: 10.11588/fr.1984.0.51464

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

GUILLAUME DE BERTIER DE SAUVIGNY

METTERNICH  
ET LA NAISSANCE DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE  
AU CONGRÈS DE VIENNE

À propos d'un livre récent\*

L'histoire du congrès de Vienne est lourde déjà d'une abondante bibliographie; ouvrages de caractère général et, plus nombreux encore ceux évoquant des aspects particuliers. Bien entendu ont été séparément considérées les façons dont y furent défendus les intérêts spéciaux des Etats participants, grands et moyens. Ont été aussi examinés en détail certains problèmes comme celui du sort des princes médiatisés (*Standesherrn*), le statut de l'Eglise catholique, le sort des communautés juives, etc., etc. A cela s'ajoutent d'imposantes biographies des principaux protagonistes, des histoires détaillées de la plupart des Etats allemands impliqués. Et, naturellement, des études sur la difficile réorganisation du corps germanique si malmené par la France révolutionnaire et impériale. Pourquoi donc le professeur Enno Kraehe a-t-il osé s'attaquer de nouveau à cette grande pyramide d'historiographie, percée déjà en tous sens de galeries de mines? Comment est-il parvenu à s'y frayer un cheminement qui ne repasse pas sur des traces déjà foulées? C'est ce qu'il convient peut-être d'expliquer tout d'abord.

D'avoir choisi comme angle d'attaque le point de vue autrichien, et comme principal acteur Metternich, n'a pas besoin de justification, puisque le volume s'inscrit dans une œuvre plus vaste, précisément consacrée à la politique allemande de Metternich<sup>1</sup>, mais on peut ajouter que ce point de vue méritait d'autant plus d'être éclairé que la nature des sources avait pu, jusqu'ici, déformer quelque peu les présentations des histoires générales du congrès. Celles-ci ont été sans doute par trop influencées par les comptes rendus aussi abondants que fascinants qu'étaient obligés d'envoyer à leurs gouvernements respectifs deux des personnalités dominantes de la réunion: Castlereagh et Talleyrand; tandis que Metternich, en contact presque quotidien avec son souverain avait pu se contenter le plus souvent de rapports oraux. Les memoranda (*Vorträge*) qu'il lui envoya dans les quelques occasions où les deux personnages se trouvaient séparés dans l'espace apportent à l'historien, avec de précieux renseignements, regrets et frustrations de n'en avoir pas une série continue. Pour combler ces vides, il est souvent obligé de recourir à des reconstructions indirectes à partir d'autres sources: en premier lieu les comptes rendus de propos recueillis par des protagonistes secondaires au cours des interminables et chaotiques discussions dont il sera question ci-après. Dans l'emploi de ces sources on se trouve encore gêné par la façon d'agir de Metternich: rarement, presque jamais, n'a-t-il clairement défini au départ ses positions; le plus souvent il écoute, élude, noie le poisson sous des flots de déclarations lénifiantes et parfois fallacieuses, il joue des contradictions des uns et des autres pour les réduire à l'impuissance ou à la résignation.

Vu le parti choisi par le professeur Kraehe son travail se signale par deux traits originaux, au stade de la recherche d'une part, et de l'autre, dans la mise en œuvre. Sous le premier rapport on

\* ENNO E. KRAEHE, *Metternich's German Policy. Vol. II: The Congress of Vienna, 1814/1815*. Princeton (University Press) 1983, XII-443 pp.

1 ENNO E. KRAEHE, *Metternich's German Policy. Vol. I: The contest with Napoleon, 1799-1814*. Princeton 1963, 351 p.

observera que l'appel naturellement privilégié aux archives d'Etat de Vienne est largement complété par des incursions dans celles de Prague (pour les papiers personnels de Metternich), de Merseburg (pour la politique des gouvernants prussiens), de Hanovre, de Stuttgart, de Munich. Ce qui n'exclue pas tout ce que l'auteur a pu recueillir dans la surabondante bibliographie évoquée ci-dessus, par exemple dans le gros ouvrage de Charles Dupuis (*Le ministère de Talleyrand 1814*) qui dispense parfaitement d'avoir à dépouiller les archives du ministère des Relations extérieures français. Quant à l'exposé l'auteur s'est attaché essentiellement à une reconstitution la plus fidèle possible, jour par jour, de ce qui s'est fait et dit. Un tel parti est difficilement compatible avec un exposé thématique et pourtant ce dernier est parfois aussi bien utile pour la bonne compréhension des problèmes; ce qui a obligé l'historien à des retours en arrière, à des chevauchements, à des digressions explicatives qui rompent les séquences chronologiques sans toujours rendre plus intelligible le tableau d'ensemble. Il en résulte aussi qu'une brève et synthétique recension se révèle pratiquement impossible ou risquerait de rester insignifiante. La rédaction de *FRANCIA* a donc bien voulu consentir – pour le bénéfice des lecteurs, espérons le – à ce que le présent compte rendu prenne des dimensions insolites.

\*

La difficulté que l'on vient de signaler ne s'applique pas au premier chapitre. M. Kraehe y cerne de façon très claire les problèmes qui se posaient alors à la politique autrichienne, avec toutes les contradictions qu'avait à résoudre Metternich pour répondre aux nécessités occasionnelles ou permanentes. A son honneur, il apparaît que le ministre a eu dès le point de départ, l'intuition que les intérêts autrichiens seraient d'autant mieux assurés que l'on aurait réussi à les intégrer dans un ordre européen satisfaisant. Et en ce qui concerne l'Allemagne, son objectif a été d'en faire, au centre de l'Europe, une sorte de masse politiquement, institutionnellement, neutre, qui servirait de rempart à l'Est comme à l'Ouest, c'est-à-dire contre les ambitions expansionnistes ou hégémoniques de la France et de la Russie, ces deux «puissances dévorantes», comme devait les qualifier plus d'une fois Metternich. Entre les deux, toutefois, c'était la Russie qui avait été l'objet principal de crainte et de méfiance. C'est pourquoi, au cours des derniers mois de la guerre, Metternich avait tenté jusqu'au bout de sauver Napoléon, considérant qu'il serait le meilleur contrepoids aux tendances hégémoniques du tsar Alexandre, devenu l'ennemi irréconciliable du despote français.

Napoléon une fois éliminé, on se trouvait, à l'Ouest, devant un vide redoutable. Une solution se présentait naturellement, celle de la continuité du régime napoléonien, par l'avènement du petit roi de Rome, sous la régence de l'impératrice Marie-Louise. Tel était le désir, la condition même exprimée par Napoléon lors de son abdication; elle devait rallier une bonne partie des créatures des régimes révolutionnaire et impérial, tous ceux qui avaient quelque raison de craindre le retour des Bourbons. Le tsar Alexandre s'y était montré favorable. Du côté autrichien, plus d'un, en particulier le maréchal von Schwarzenberg, auraient souhaité cette sorte de protectorat indirect de la monarchie des Habsbourg sur la France. Et qui eut dû être mieux préparé à mettre en œuvre cette solution que celui qui avait été le premier artisan du mariage autrichien de Napoléon, le metteur en scène, le mentor de Marie-Louise, lors de son arrivée à Paris, Metternich lui-même? Or il a repoussé, et convaincu son Auguste Maître de repousser cette régence de Marie-Louise. C'est là, dit justement le professeur Kraehe, une des plus sages décisions de la carrière de l'homme d'Etat. Les arguments qui justifiaient ce renoncement méritent d'être ici détaillés. Lorsque Napoléon s'était enfin résigné à abdiquer en faveur de son fils, Metternich avait déjà donné des gages aux Bourbons; changer de cap au dernier moment eut porté atteinte à la force morale, à la crédibilité du gouvernement autrichien. La concession qu'elle eut représenté de la part des grands Alliés aurait épuisé, pour ainsi dire, le crédit de prétentions dont pouvait faire état l'Autriche dans le partage des dépouilles du grand

empire napoléonien. Surtout, il eut fallu aller à l'encontre du vœu déjà bien affirmé de l'Angleterre en faveur d'une restauration de l'ancienne dynastie. Or, dans le système d'équilibre européen que l'on envisageait pour faire obstacle aux tendances hégémoniques de la Russie, une alliance étroite avec la puissance britannique paraissait devoir constituer la pierre angulaire, la meilleure garantie.

Contrepoids d'autant plus nécessaire que Metternich a découvert, en arrivant à Paris, le 10 avril, que le tsar Alexandre s'était pris au jeu de grand ami et protecteur de la France vaincue, flattant, favorisant les intérêts bonapartistes et libéraux représentés surtout au sénat. A sa volonté était dus l'établissement prévu de l'ex-impératrice Marie-Louise dans le duché de Parme et Plaisance – chose qui ne pouvait déplaire à l'Autriche – mais aussi l'installation de Napoléon à l'île d'Elbe, une disposition jugée éminemment dangereuse par Metternich et Castlereagh, qui devaient s'évertuer vainement à la faire modifier dans une discussion de plusieurs heures, le soir même de leur arrivée.

\*

Toutes les têtes de l'Alliance étant maintenant réunies à Paris, et l'armistice ayant été signé, qui rendait aux diplomates la prépondérance sur les militaires, Metternich espérait tirer parti de la circonstance pour négocier et préciser les termes des arrangements que le congrès déjà annoncé n'aurait plus qu'à formaliser par des signatures solennelles.

Pour l'Allemagne, il s'agissait de concrétiser le principe admis par les Alliés lors des négociations de Châtillon et réaffirmé dans un article secret du traité de Chaumont, à savoir «l'Allemagne composée d'Etats indépendants, unis par un lien fédératif». Mais que d'incertitudes dans cette formule! que de problèmes à résoudre pour la mettre en œuvre! d'autant plus épineux qu'ils se trouvaient le plus souvent interdépendants. Après l'effondrement de la Confédération du Rhin napoléonienne, l'Allemagne offrait l'image d'un puzzle aux pièces détachées et confondues, offertes sur la table aux prétentions et avidités des souverains grands et petits. L'empereur d'Autriche et le roi de Prusse entendaient bien récupérer les provinces qui leur avaient été successivement arrachées, et sans se priver de les arrondir ici et là, selon leurs convenances. De même le Hanovre reviendrait à son légitime souverain, le roi de Grande-Bretagne. Les Etats moyens du Sud – Bavière, Wurtemberg, Bade – ainsi que la plupart des autres anciens membres de la Confédération avaient pu se racheter de leur compromettante collaboration avec le tyran français par une adhésion de dernière heure à la coalition anti-napoléonienne, mais s'ils étaient ainsi assurés de conserver leurs trônes et leurs récents titres royaux, il n'en serait pas de même de certaines parties de leurs territoires trop récemment acquis et dont ils devraient, bon gré mal gré, accepter la restitution ou le réaménagement. En outre leur pouvoir allait être contesté à l'intérieur par les partisans de la restauration de l'ancien régime; parmi ceux-ci les plus agités étaient les petits princes médiatisés par le recès de 1803; organisés maintenant en association défensive ils avaient d'autant plus d'espoir de faire entendre leurs revendications qu'un de leurs porte-paroles était le propre père du ministre de l'empereur François, le comte (ou prince) Franz-Georg von Metternich.

Et puis il y avait des territoires tombés pour ainsi dire en deshérence par la fuite des souverains napoléonides: le royaume de Westphalie, le grand-duché de Berg, celui de Francfort. Leur administration provisoire était aux mains d'une commission administrative centrale pour les territoires conquis, dirigée avec une brutale énergie par le baron Stein. C'était aussi le sort du royaume de Saxe, dont le souverain, le malheureux Frédéric-Auguste III, payait sa fidélité à Napoléon par une mise aux arrêts à Berlin, tandis que ses Etats étaient occupés par les troupes du tsar; comme aussi ce grand-duché de Varsovie que Napoléon avait joint à sa couronne pour éviter de reconstituer une Pologne indépendante.

Il ne s'agissait pas seulement de reconstruire une carte viable par l'ajustement de toutes les prétentions rivales, il fallait aussi définir la nature du lien fédéral, de façon à ce qu'il fut

compatible avec la souveraineté reconnue aux membres; créer les organes centraux de la fédération, leur donner les moyens d'assurer les fonctions d'arbitrage et de défense qui leur étaient destinées.

Avant même d'arriver à Paris, Metternich avait accepté l'idée que l'organisation nouvelle de l'Allemagne serait préparée par une commission de cinq membres, représentant l'Autriche, la Prusse, le Hanovre, la Bavière et le Wurtemberg; l'inclusion du Hanovre se justifiait évidemment par le rôle éminent joué dans la coalition par l'Angleterre; celle de la Bavière par le poids démographique de cet Etat de 3 000 000 d'âmes et sa situation géographique; celle du Wurtemberg surtout par la parenté du roi Frederic I<sup>er</sup> avec le tsar Alexandre, son neveu.

Entre la Bavière et l'Autriche, le contentieux était particulièrement lourd. Dès le milieu d'avril Metternich avait entamé des négociations avec le maréchal comte Karl de Wrede, chef du contingent militaire bavarois de la coalition et plénipotentiaire du roi Maximilien-Joseph I<sup>er</sup>. L'empereur François réclamait la restitution des anciennes provinces autrichiennes du Vorarlberg et du Tyrol que Napoléon lui avait enlevées pour les donner à son client du moment, Maximilien-Joseph; et cette restitution ne devait pas poser de problème. Mais en outre l'Autriche revendiquait aussi les anciennes principautés ecclésiastiques de Passau et de Salzburg qu'elle avait possédées un moment après le recès de 1803. Or Maximilien-Joseph ne voulait pas les lâcher aussi facilement; la compensation qu'on lui offrait vers le Nord, dans la région vitale du confluent du Rhin et du Main, lui paraissait un cadeau empoisonné du fait qu'elle le mettrait en contact avec la France. Le 3 juin, cependant, Metternich et Wrede signaient un traité par lequel le roi de Bavière restituait immédiatement le Tyrol et le Vorarlberg, mais point tout de suite Salzburg, dont la rétrocession restait conditionnée par des compensations que l'Autriche promettait seulement de faire obtenir «autant qu'elle en aurait les moyens et que les circonstances le permettraient». Ces compensations devaient notamment comprendre la place de Mayence, le Palatinat avec le plus d'étendue possible sur la rive gauche du Rhin.

Pendant ce temps, Stadion était chargé d'éclaircir les intentions de la Prusse. Le plan présenté le 29 avril par le chancelier Hardenberg révéla toute l'étendue de son avidité. Non seulement la Prusse devait récupérer tout ce que lui avait enlevé Napoléon, mais, en échange de ces parties de la Pologne convoitées par la Russie, il lui fallait avaler toute la Saxe, dont le souverain déchu serait compensé par une petite principauté taillée sur mesure en Rhénanie; ce qui n'empêcherait pas du reste la Prusse d'y être aussi présente avec une bande de territoire sur la rive droite du fleuve, et surtout, surtout, Mayence, considérée comme un point d'ancrage vital pour la défense contre la France... et pour l'hégémonie prussienne dans la région. Quant à la future fédération, la Prusse la voyait dotée de pouvoirs assez forts pour assurer un condominium Austro-Prussien. L'instrument le plus visible de cette hégémonie devaient être les cercles (*Kreise*) au nombre de quatre ou cinq, dont la compétence, militaire en principe, pouvait s'étendre à d'autres domaines. Hardenberg envisageait même la «médiatisation» de certaines des plus petites principautés qu'avait épargnées le système napoléonien.

Sur tout cela, sur les prétentions territoriales prussiennes, notamment, rien ne pouvait être arrêté avant de connaître les vues du tsar Alexandre et surtout l'étendue qu'il prétendrait donner à une Pologne reconstituée sous sa souveraineté, aux dépens des anciens co-partageants de 1795. Plus la Prusse serait obligée d'abandonner de ce côté et plus elle serait demanderesse en Saxe et en Rhénanie.

Dans toute cette phase préliminaire des négociations de Paris les positions de Metternich sont restées embrumées, suggérant seulement une méfiance certaine à l'encontre des ambitions de la Prusse et encore plus de celles de la Russie. Quant à ces dernières toutefois, le spectre d'une collusion franco-russe, évoquée par la conduite du tsar à Paris, ce danger paraissait moins immédiatement à redouter depuis l'arrivée de Louis XVIII. Les manières hautaines du roi avaient froissé la vanité de l'autocrate russe, et non moins la façon dont on avait jeté à la poubelle cette constitution «libérale» bâclée par le sénat napoléonien avec la bénédiction d'Alexandre.

Du reste l'attention de Metternich pendant ce mois de mai à Paris devait être absorbée principalement par la préparation des traités de paix entre les Alliés et la France. Dans ces négociations, le ministre autrichien se trouva plus souvent dans une position médiatrice entre Castlereagh et Hardenberg, partisans d'une ligne dure envers la France, et Alexandre qui soutenait les efforts de Talleyrand. Ce dernier avait même eu l'outrecuidance – vite rabattue – de prétendre inclure dans le traité une clause précisant que la future confédération germanique ne pourrait avoir à sa tête le souverain d'un des grands Etats de l'Europe. Ces négociations, on le sait, aboutissaient à la signature, le 30 mai, non pas d'un seul traité entre la France et les Alliés, mais de quatre traités analogues conclus avec chacun des quatre grands protagonistes de l'Alliance; en outre le Portugal, la Suède et l'Espagne avaient aussi leurs traités particuliers, tandis que les autres membres de la coalition étaient seulement invités à y accéder. Si la France se voyait reconnaître le droit de participer au futur congrès, puisqu'il était dit à l'article XXXII du traité patent qu'y seraient appelés tous les Etats qui avaient été engagés d'un côté ou d'autre dans la guerre, cette participation française était singulièrement limitée par un article secret qui précisait que la disposition des territoires cédés par la France et les rapports destinés à établir un nouvel ordre européen seraient réglés « sur les bases arrêtées par les Puissances Alliées entre elles ».

\*

Quelques jours après la signature de ces actes, Metternich, avec ses collègues, se retrouvait à Londres pour y fêter la victoire, sur l'invitation du Prince Régent. Il devait y représenter son souverain, car celui-ci s'était dérobé à l'invitation, en dépit des exhortations de Metternich et de Stadion; sans doute craignait-il d'être l'objet d'avaries de la part de la populace londonienne que la propagande de guerre britannique avait montée contre le père dénaturé et couard, qui avait trahi la cause commune en livrant sa fille à l'abominable Boney. Metternich, par son entregent sût atténuer les préjugés anti-autrichiens dans la haute société; s'attachant à courtiser le Prince Régent il engrangea un succès psychologique bien utile pour l'avenir des relations privilégiées souhaitées entre l'Autriche et l'Angleterre. Avec une prudence consommée, il avait évité tous les impairs commis par le tsar Alexandre; entre autres la maladresse ou le mauvais goût de fréquenter les membres de l'opposition whig.

Mais en dehors de ce succès personnel ce séjour à Londres n'avait guère fait avancer les affaires: les questions connexes de la Saxe et de la Pologne restaient suspendues aux volontés encore énigmatiques de l'autocrate russe. Et de laborieuses conférences avec Hardenberg pour l'avenir de la Confédération germanique n'avaient abouti qu'à engendrer un projet prussien plus détaillé en 41 articles, au travers desquels se lisait le dessein bien arrêté de la Prusse d'asseoir son hégémonie sur toute l'Allemagne du Nord. Dans ces conditions Metternich réitérait à son empereur cet avertissement: « Je ne saurais assez recommander à V. M. de persévérer dans l'attitude militaire la plus redoutable jusqu'à la conclusion du congrès. Ce n'est qu'ainsi qu'il aura une fin salutaire, mais aussi, avec ces mesures, je puis assurer un tel résultat » (6 juillet).

Sur le chemin du retour, Metternich s'arrêtait quelques jours à Paris pour parler avec Louis XVIII et Talleyrand; il rencontrait ensuite dans leurs pays respectifs le grand-duc Charles de Bade, le roi Frédéric de Wurtemberg, le roi Maximilien-Joseph de Bavière. Il arrivait le 20 juillet à Vienne, où lui était réservé à la chancellerie une réception triomphale en musique.

Le calendrier du futur congrès dont l'ouverture avait été prévue d'abord pour le 15 août, avait été inopinément remis en cause par la décision du tsar d'aller auparavant reprendre contact avec ses propres Etats. De ce fait, une réunion préparatoire des ministres alliés avait été retardée jusqu'au 10 septembre. En attendant, Metternich pouvait s'installer avec sa famille dans la villégiature de Baden, assez proche de Vienne pour lui permettre d'aller souvent surveiller les préparatifs du congrès et garder le contact avec ses collaborateurs de la chancellerie. Les affaires d'Allemagne donnèrent lieu alors à des tractations quelque peu ralenties: principalement à

travers une visite à Baden de Humboldt. Le 9 septembre seulement Metternich reçut le texte des dernières propositions amendées de Hardenberg. Elles n'allaient évidemment pas pouvoir être discutées immédiatement, puisque la veille seulement – on peut bien s'étonner du caractère tardif de cette initiative – Metternich avait créé une commission de trois experts pour le conseiller sur le futur statut de l'Allemagne. Un avantage qu'allait de toute façon pouvoir tirer Metternich du projet prussien était de pouvoir assumer, en face des prétentions hégémoniques du partenaire du Nord le rôle avantageux de protecteur de l'indépendance des princes secondaires.

Concernant la Saxe, le ministre autrichien avait écrit, le 1<sup>er</sup> août, à son ambassadeur à Berlin: «Quels que soient nos regrets de la destruction d'une ancienne monarchie qui a si souvent servi nos intérêts et l'équilibre des forces en Allemagne, les acquisitions de la Prusse en Saxe ne rencontreront pas d'obstacles de notre côté.» Cette déclaration bien claire ne devait l'empêcher un mois plus tard, d'assurer à un envoyé du roi de Saxe qu'il pouvait compter sur l'Autriche pour s'opposer aux arrangements préjudiciables que pourraient proposer les autres Alliés. C'est une des seules occasions qu'a pu signaler M. Kraehe d'un langage délibérément trompeur tenu par Metternich. A sa décharge on pourrait peut-être supposer qu'entre temps il avait pu mieux mesurer les répugnances et les scrupules de son Auguste Maître; qui, lui, ne voulait envisager la disparition du glacis saxon qu'en tout dernier ressort et pour éviter un conflit armé.

\*

Le 18 septembre, enfin, Metternich est rentré pour de bon à la Ballhausplatz, où il allait trouver, écrivait-il à sa femme »toute l'Europe dans son antichambre«.

Les jours suivants devaient avoir lieu les grandes manœuvres bien connues autour de la date d'ouverture du congrès et du rôle que prétendait y jouer la France. C'est alors aussi que l'autocrate russe révélait toute l'amplitude de ses projets sur la Pologne et que pour y rallier la Prusse il décidait de lui remettre l'administration du territoire saxon jusque là occupé par les troupes russes. En quoi ce projet d'Alexandre devait-il paraître inacceptable pour les autres, et en particulier l'Autriche? Par la création d'un vaste royaume englobant les deux tiers de la Pologne d'avant les partages, la puissance russe allait s'augmenter de dix millions de sujets, ne laissant entre les mains de l'Autriche en Galicie et celle de la Prusse en Posnanie, qu'environ cinq millions de Polonais insatisfaits et d'autant plus portés à se révolter que leurs frères du nouveau royaume devaient jouir d'un régime constitutionnel libéral. Enfin, la frontière envisagée par le projet russe laisserait l'Autriche et la Prusse sans lignes de défenses naturelles contre la pression militaire du colosse de l'Est. C'est ce que paraît avoir expliqué Metternich à Talleyrand dans l'entretien particulier qu'ils eurent le 8 octobre avant cette réunion des ministres alliés qui donna lieu à l'une des scènes fameuses du congrès. La Pologne d'Alexandre, considérait Metternich, ne devait pas s'étendre au delà de la Vistule, sinon à Varsovie; d'autre part, l'Autriche n'était pas disposée à laisser toute la Saxe à la Prusse, ni ne souhaitait-elle lui concéder la possession des places fortes de Mayence et de Luxembourg.

Au cours de ces trois semaines de controverses sur la procédure du congrès, s'étaient poursuivies parallèlement des discussions sur les affaires d'Allemagne, avec le binôme Hardenberg-Humboldt, avec le Bavarois Wrede, avec le Hanovrien Münster. Projets et contre projets se succédaient et l'on doit renoncer à en suivre les détails fournis par l'auteur à travers une centaine de pages touffues, d'autant plus que dans la plupart des cas le résultat final devait être bien différent. On peut seulement noter que le rapport remis à Metternich par ses trois experts visait à donner au corps germanique beaucoup plus d'unité réelle que ne devait connaître enfin de compte la confédération de 1814; prévoyant notamment une citoyenneté commune, un système unique de poids et mesures, une monnaie unique et même l'union douanière.

Naturellement aussi le rôle dévolu à l'empereur d'Autriche en faisait un véritable chef de la confédération.

Paradoxalement allaient aussi se rencontrer dans la tendance unitaire les tenants de l'idéologie nationale et libérale des milieux universitaires et ces membres de l'ancienne aristocratie des médiatisés et de la *Ritterschaft* qui ne pouvaient souffrir d'être maintenant réduits au rang de sujets ordinaires de ceux dont ils étaient auparavant considérés comme les égaux en droits et dignités. Ils multipliaient les démarches pour que leur fut reconnu un statut particulier de *Reichsunmittelbare* et du moins celui de la *Ebenbürtigkeit*, autrement dit l'égalité de statut matrimonial permettant des unions dans des familles princières.

Dans sa résistance aux entreprises de la Prusse, Metternich pouvait aussi compter sur l'appui de cette vingtaine de petits princes souverains dont les Etats souvent minuscules étaient enclavés dans ceux des principaux partenaires. « Il est inconcevable, protestait un de leurs représentants, que cinq princes prennent sur eux de déclarer que l'indépendance de la patrie allemande consisterait dans la dépendance des autres » (p. 244). Et un autre de protester que le système des Cercles proposé par la Prusse n'était autre chose qu'un « Napoléon en cinq parties » (p. 240). Le 3 novembre, Metternich pourra écrire à l'Auguste maître : « Jusqu'ici, je suis resté fidèle au principe de protéger les moins forts contre les plus forts... Le rôle qui reviendra à V. M. a un tel caractère protecteur qu'avec un peu d'adresse et une marche précise et correcte, la prééminence de l'Autriche reposera sur une base plus sûre et solide qu'elle l'était avant le renversement de l'ancienne constitution impériale. »

Cependant Metternich se gardait de heurter de front le partenaire prussien; se prêtant à d'interminables discussions, d'abord avec Hardenberg et Humboldt, puis avec Münster, enfin au sein du comité des cinq où siégeaient les représentants de la Bavière et du Wurtemberg. Au cours de ces réunions chaotiques et parfois orageuses, le premier projet prussien en 41 articles, jugé trop détaillé s'était réduit à 10 seulement, avant de remonter à 12. Et n'oublions pas que l'on remaniait aussi d'un jour sur l'autre les acquisitions et cessions territoriales.

Dans le même temps, Metternich devait entendre les revendications des représentants des diverses tendances au sein des églises catholiques; celles des anciennes villes libres; celles des éditeurs-libraires soucieux de ne pas revoir les entraves de multiples censures et des taxes douanières; celles des communautés israélites qui craignaient de perdre les libertés acquises sous le régime français. Et puis il y avait les cérémonies, les fêtes, dont il fallait veiller au bon déroulement, les bals qui se prolongeaient souvent au delà de minuit. Il n'est pas étonnant qu'à ce régime Metternich ait pu paraître parfois « hagard, épuisé », comme l'a écrit son fidèle Gentz qui se plaignait amèrement de ce qu'il tenait pour de l'indécision et d'un manque de suite. Alors qu'en fait le ministre était bien obligé de louvoyer, de temporiser. On a peine à s'imaginer sa solitude morale dans ces jours difficiles. Contre lui, dans les affaires d'Allemagne, s'alignaient les vieux conseillers de la chancellerie, la coterie des médiatisés autour de Stadion et de Stahrenberg, les nouveaux princes issus du recès de 1803 et de la Confédération du Rhin, et qui se plaignaient d'être trop facilement sacrifiés à la Prusse. Plus grave, dans l'affaire cruciale du congrès, celle de la Saxe et de la Pologne, Metternich avait même contre lui ses meilleurs collaborateurs: Wessenberg, Hudelist, Gentz, appuyés encore par le feld-maréchal von Schwartzemberg, puissant interprète de l'établissement militaire. En somme, le ministre n'avait qu'un seul atout, mais en fin de compte l'essentiel: la confiance inébranlable de son empereur.

Or, comme on l'a marqué déjà ci-dessus, toutes les questions débattues au congrès se trouvaient plus ou moins liées. De l'étendue des sacrifices que ferait la Prusse sur ses provinces polonaises dépendrait celle de ses prétentions en Saxe et en Rhénanie, et ces prétentions éventuelles ne pourraient elles-mêmes être satisfaites qu'au détriment des intérêts traditionnels de l'Autriche et des promesses d'extensions territoriales faites aux Etats secondaires. Dans la constitution même du corps germanique, l'aspect militaire défensif devait être plus ou moins conditionné par la situation sur ses frontières orientales; la Prusse satisfaite en Saxe insisterait

moins pour avoir la haute main sur l'organisation militaire de la Confédération. Ces interdépendances apparaissent notamment dans deux importants documents. Le premier est un memorandum adressé le 9 octobre par Hardenberg à Metternich: le chancelier prussien y exprimait sa volonté d'annexer la Saxe tout entière, moyennant quoi il ferait les plus larges concessions territoriales en Rhénanie et surtout se déclarait prêt à s'unir fortement à l'Autriche pour obliger la Russie à se limiter en Pologne sur la ligne de la Vistule. L'autre document est la note qu'écrivit, en réponse, Metternich, le 22 octobre: l'Autriche, même si elle n'acceptait pas la disparition totale de la Saxe, où elle voulait maintenir le roi, reconnaissait que la Prusse pourrait en prendre la plus grande partie. Cette concession, précisait Metternich, ne devait pas être considérée comme une compensation offerte à la Prusse pour son acceptation d'une frontière moins satisfaisante en Pologne, mais bien au contraire comme le gage d'un engagement plus ferme à résister aux prétentions du tsar.

Ici se placent les scènes souvent racontées des algarades furibondes infligées par le tsar Alexandre au ministre autrichien, le 24 octobre, puis à Hardenberg, le 5 novembre, les accusant tour à tour de comploter contre lui avec Talleyrand et Castlereagh. Dans l'impossibilité de s'entendre, on était obligé d'ajouter encore l'ouverture officielle du congrès. A la mi-novembre, la commission germanique des cinq suspendait elle-même ses réunions devant les incessantes difficultés soulevées par les représentants bavarois et württembergois. Dès lors les négociations devaient se poursuivre à travers des entretiens bilatéraux dont on ne connaît pas (heureusement!) le détail.

Au début de décembre, cependant, la tension croissante entre les grandes puissances rejetait au second plan les affaires de la Confédération. Sur l'ordre de son gouvernement, Castlereagh avait fait savoir que l'Angleterre ne pourrait consentir à la disparition totale du royaume de Saxe, ni surtout à l'installation en Rhénanie du roi déchu, parent de Louis XVIII, et donc client potentiel de la France. Fortifié par cette prise de position, et sûr en outre de l'appui de la Bavière et de la France, Metternich pouvait signifier, le 10 décembre, à Hardenberg, qu'on ne lui concéderait qu'un cinquième du territoire saxon convoité. Furibond, le chancelier prussien accusa Metternich d'avoir trahi ses engagements et se retournait vers la Russie. De leur collusion, établie à travers de multiples péripéties, sortait enfin un projet présenté le 30 décembre, dans une conférence à quatre, par le ministre russe Razumowski: les frontières du nouveau royaume de Pologne, dépassant largement la ligne de la Vistule, selon les convenances du tsar, la Saxe entièrement prussienne, son roi transféré dans une principauté créée pour lui en Rhénanie. Castlereagh et Metternich objectèrent qu'il faudrait du moins l'accord de Louis XVIII et du principal intéressé lui-même, le roi Frédéric-Auguste III. L'idée repoussée avec fureur et menaces par Hardenberg, on se sépara sans avoir rien décidé et en fort mauvais termes.

La suite est bien connue: le traité d'alliance secrète entre l'Angleterre, l'Autriche et la France; le compromis imposé finalement par Castlereagh et qui maintenait le roi de Saxe à Dresde en donnant à la Prusse, avec une plus grande partie de ce royaume, des compensations territoriales étendues en Rhénanie. Quant à l'Autriche non seulement elle avait dû faire de sérieuses concessions sur les questions de Saxe et de Pologne, mais les avantages concédés à la Prusse à l'Ouest remettaient en cause les arrangements territoriaux péniblement négociés avec les États d'Allemagne du Sud. Ainsi, le roi de Bavière, furieux de voir les Prussiens mis en possession des provinces mosellanes qu'on lui avait promises refusait de céder Salzbourg à l'Autriche. Du fait de ces nouveaux ré-ajustements à faire un «comité de statistique» devait se mettre à l'ouvrage, compter et recompter les «âmes», en tenant compte de leur «valeur» relative pour les souverains, selon qu'il s'agissait de Rhénans prospères ou de miséreux polonais, selon qu'il s'agissait de simples sujets ou de vassaux de princes médiatisés dont les contributions échappaient au prince souverain et qui par suite ne figuraient dans les calculs que pour un tiers de leur nombre réel. Dans cette commission de statistique était introduite la France, en dépit de l'article secret du

traité de Paris du 30 mai précédent. C'était le prix payé pour sa collusion dans la coalition secrète de janvier contre la Russie.

Sur le plan des intérêts généraux de l'Europe on décidait que la clôture du congrès serait marquée par la signature d'un grand traité unique qui servirait pour ainsi dire de garantie à l'ensemble des accords particuliers passés entre les participants, et notamment au pacte constitutif de la Confédération germanique, qui était encore en gestation. Cette décision venait d'être prise dans la nuit du 6 au 7 mars lorsque tomba sur Vienne la nouvelle stupéfiante de l'évasion de Napoléon. Naturellement, l'événement obligea les Puissances à mettre entre parenthèses leurs différents et à réactiver la coalition politique et militaire du printemps précédent. Il obligea aussi Metternich à faire à la Bavière et autres Etats du Sud les concessions territoriales qu'ils réclamaient pour prix de leur participation militaire à la guerre.

En opposition à un dernier projet de Humboldt qui en était arrivé à force d'additions et de corrections à un monstre en 120 articles, Metternich se décidait enfin à sortir de sa réserve et à présenter, le 1<sup>er</sup> mai, un projet beaucoup plus simple et général en 17 articles seulement, formulant les traits essentiels et rejetant à des discussions ultérieures de la future diète fédérale la plupart des points secondaires sur lesquels avaient buté les négociations au cours des mois précédents. Une dernière mise au point avec les Prussiens arrivait à une version en 20 articles, qu'acceptait aussi Münster, mais pas encore les deux autres partenaires de la commission. Cependant, le 23 mai, Metternich présentait ce plan dans une réunion plénière de tous les Etats allemands, expliquant la nécessité impérative d'une décision rapide, vue la conclusion proche de l'acte général du congrès. Cette sorte de pression ne devait pas être si facilement acceptée. Dans les séances agitées qui eurent lieu presque quotidiennement à partir du 26 mai, on se trouva en présence d'une foule d'amendements et d'objections allant jusqu'à l'obstruction ouverte, de la part du Wurtemberg. Wessenberg, secrétaire de l'assemblée dira plus tard qu'il avait eu en même temps sur sa table quarante-six textes différents. Humboldt, exaspéré, voulait forcer l'acceptation du plan austro-prussien par une sorte d'ultimatum; Metternich, cependant, s'évertuait à temporiser, à convaincre les indécis, à calmer les scrupules par des petites habiletés, telles que des déclarations annexes et officieuses. Enfin, le 10 juin, on pouvait signer solennellement l'acte constitutif du Bund. Toutefois – dernier artifice du grand prestidigitateur de Vienne – il était daté du 8 juin, afin de légitimer son incorporation à l'acte général du congrès, lui-même daté du 9 juin.

\*

En conclusion, M. Kraehe se trouve en mesure de porter un jugement d'ensemble sur la politique allemande de Metternich au congrès de Vienne. En somme, dit-il, à travers tous les détours, les contorsions, les interminables négociations, il est bien arrivé à ses fins; c'est-à-dire à créer au centre de l'Europe cette communauté purement défensive, pierre angulaire d'un nouvel équilibre continental, opposant une barrière aux ambitions expansionnistes de la France et de la Russie.

Son succès s'expliquerait d'un côté par le talent du négociateur, cette extraordinaire souplesse dont il fit preuve, mesurant à chaque stade ce qui l'était possible de faire accepter au partenaire, n'épargnant ni son temps ni sa parole pour arriver au consensus désirable; il faut tenir compte, d'autre part, du fait qu'il n'eut pas, dans ce domaine, comme ce fut le cas dans les questions de Saxe et de Pologne, à se soumettre aux pressions de l'Angleterre et de la Russie, et à sacrifier beaucoup plus que le souhaitait, au départ, l'empereur.

Contrairement à l'opinion accréditée par une historiographie prussienne Metternich n'a pas voulu restaurer l'ancien régime ni rendre impossible l'unité allemande, mais bâtir avec réalisme une Allemagne nouvelle en utilisant les matériaux légués par le recès de 1803 et la Confédération napoléonienne du Rhin. L'auteur estime même que Metternich devrait être signalé comme le meilleur champion de l'unité allemande en face d'une Prusse qui ne travaillait qu'à établir son

hégémonie sur l'Allemagne du Nord et d'une Bavière qui prétendait au statut d'Etat de premier rang, pleinement indépendant. Sur quatre points au moins, le plan préconisé par Metternich apparaît en effet plus unificateur que ceux de Hardenberg et Humboldt: 1<sup>o</sup>, Une présidence unique et permanente au lieu d'un directoire à présidence rotative; 2<sup>o</sup>, des pouvoirs étendus donnés à la Diète, et sa capacité de décision mieux assurée par la règle de la majorité – même qualifiée en certains cas – au lieu de l'unanimité paralysante; 3<sup>o</sup>, une organisation fédérale unique en matière de défense, au lieu des cinq cercles envisagés par les Prussiens; 4<sup>o</sup>, de même une cour unique de justice fédérale.

Ces conclusions, on a pu s'en rendre compte, n'ont été acquises qu'au prix d'un exposé dont la densité et la minutie paraîtraient épuisantes si, au bout du compte, elles n'avaient pas été nécessaires pour faire justice une fois pour toutes de tant d'affirmations sommaires et partisans. On pourrait regretter peut-être que l'auteur ne se soit pas plus rigoureusement tenu au parti annoncé dans son introduction, de coller au plus près à la séquence chronologique des faits, ce qui aurait donné une sorte de journal, assorti au besoin de notes explicatives. Pour avoir voulu garder la forme classique du «récit historique» il a parfois recréé la confusion qu'il cherchait éviter. Deux autres éléments auraient pu aider le lecteur à ne pas s'égarer dans ce maquis. D'abord, en tête, une sorte de «cast of characters» comme on en met parfois au début d'un roman policier ou d'une tragédie; l'index final est insuffisant à cet égard. D'autre part, pour chacun des plans proposés pour les remaniements frontaliers, les partages de territoires, ou du moins pour les principaux, des cartes sommaires auraient heureusement remplacé des explications que l'on a tort de supposer acquises une fois pour toutes. Bien entendu, on ne saurait faire grief à l'auteur de n'avoir pas adopté ce procédé par trop odieux à la parcimonie des éditeurs. A défaut, les professeurs d'histoire pourraient proposer ce travail comme thème de travaux pratiques à leurs étudiants les plus doués pour la cartographie; voire en faire la substance d'un «programme» à visualiser sur l'écran d'un ordinateur.

Toute plaisanterie et critiques mises à part, on peut avancer ici que le travail de M. le professeur Kraehe, résultat de dix ans d'efforts, est destiné à rester une mine que l'on exploitera encore dans un siècle et plus. Voilà un compliment digne de l'homme d'Etat, objet de cette étude, et qui déclarait un jour: «Dans cent ans les historiens me comprendront mieux.»